

L'ethnonationalisme dans un monde multipolaire

Article by Lorenzo Marsili

February 4, 2026

Qu'est-ce qui explique la montée en puissance des partis d'extrême droite en Europe ? Les réactions négatives contre la gestion centriste de l'économie, du changement climatique et de l'immigration abondent malgré des niveaux d'emploi globalement élevés, les succès de la transition écologique et la demande de l'industrie en matière de visas de travail pour les immigrés. La poussée de l'Occident vers la mondialisation a donné naissance à un nouvel ordre mondial. Maintenant que les Européens sont devenus les objets et non plus les sujets de l'histoire, l'ethnonationalisme propose un faux refuge que seul un objectif commun peut surmonter.

Les trois derniers siècles sont marqués par une excentricité historique unique. Pour la première et probablement la dernière fois dans l'histoire de l'humanité, les transformations mondiales au sens large (des évolutions sociétales au changement climatique) ont été largement déterminées par des événements qui se sont déroulés dans une partie du monde très restreinte et culturellement homogène : la péninsule asiatique appelée Europe et, pendant une période plus courte, sa descendance américaine. Nous assistons aujourd'hui à la fin de cette aberration. Pourquoi l'extrême droite est-elle en plein essor dans toute l'Europe ? De manière peut-être inattendue, une partie de la réponse réside dans l'essor de la Chine, de l'Inde et des pays du Sud. L'ethnonationalisme pourrait bien devenir le principe organisateur commun de l'ordre mondial multipolaire.

Les suspects habituels

Il y a une dizaine d'années, le « populisme » est devenu un mot à la mode dans les médias occidentaux. Les partis dits populistes étaient en plein essor. En 2014, le Mouvement 5 étoiles, parti italien anti-establishment fondé par le comédien Beppe Grillo, est sorti de nulle part pour entrer au gouvernement. En Espagne, le parti de gauche Podemos a troqué les rassemblements militants dans les centres sociaux contre une forte présence au Parlement, puis peu après au gouvernement. En 2015, le parti d'extrême gauche Syriza est passé de la marginalité à la victoire aux élections grecques et s'est retrouvé dans une impasse avec l'Union européenne. Et en 2016, les populistes du Brexit ont remporté le référendum qui a finalement conduit la Grande-Bretagne à quitter l'UE, ce qui a sans doute représenté à la fois le point culminant de cette première vague de populisme et l'un des plus grands actes d'autodestruction nationale de ces dernières années.

Le populisme était le terme fourre-tout utilisé pour désigner tout groupe politique qui se distancait du centre-gauche et du centre-droit consensuels, qui avaient fini par dominer le spectre politique restreint des années 1990 et du début des années 2000. Si l'extrême droite d'aujourd'hui a ses particularités, le rejet du « centre » reste au cœur de son discours. Bon nombre des arguments régulièrement avancés pour justifier son succès actuel font écho ou sont identiques à ceux qui ont été utilisés pour expliquer la montée du populisme dans les années 2010. Cependant, ces arguments ont grand besoin d'être actualisés.

L'une des justifications les plus répandues des phénomènes dits populistes était traditionnellement centrée sur l'économie. À la suite de la crise financière de 2008, l'Europe a connu plusieurs années de chaos économique, avec des crises de la dette en Grèce, en Espagne et en Irlande, et des mesures d'austérité contreproductives dans tous les pays. Les budgets ont été réduits, les économies sont entrées en récession et le chômage a explosé. Au milieu des années 2010, le PIB de nombreux pays européens était inférieur à celui de 2007. Beaucoup ont fait valoir qu'il n'était pas étonnant que les électeurs se tournent vers les extrêmes.

Cependant, la justification économique des tendances d'extrême droite a aujourd'hui beaucoup moins de pouvoir explicatif. Si l'inflation post-Covid a certes réduit le pouvoir d'achat, l'Europe connaît actuellement un taux d'emploi record : de l'Allemagne à l'Italie, jamais aussi peu de citoyens européens n'ont été sans emploi. L'économie européenne ne progresse pas à grands pas, mais elle ne se contracte pas non plus de manière douloureuse. En outre, au moins jusqu'en 2024, l'austérité a été peu présente ; au contraire, les gouvernements européens ont réagi à la Covid-19 et au choc énergétique provoqué par l'escalade de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en réalisant d'importants investissements publics.

Une tournure dans cette justification traditionnelle laisse entrevoir une réaction contre la politique climatique européenne. Contrairement aux États-Unis, l'Europe a pris au sérieux la transition climatique, en imposant un prix sur le carbone, en imposant davantage d'exigences aux agriculteurs, en encourageant une transition rapide vers les énergies renouvelables et en prenant des mesures telles que l'introduction de systèmes de chauffage plus durables mais plus coûteux dans les foyers. Il y a peut-être une part de vérité dans cette réaction négative : les manifestations des agriculteurs ont joué un rôle-clé dans l'ascension du leader d'extrême droite Geert Wilders à la première place du Parlement néerlandais ; et le parti d'extrême droite allemand AfD attaque ouvertement la transition énergétique. Dans le même temps cependant, la transition de l'Espagne vers les énergies renouvelables, qui a permis de réduire considérablement les coûts énergétiques en passant du gaz à la production éolienne et solaire, apporte des avantages concrets à ses citoyens. Même les Italiens, bien qu'ils aient voté pour un gouvernement de droite, se sont lancés dans une frénésie de rénovation immobilière grâce à 200 milliards d'euros de subventions publiques pour l'efficacité énergétique.

De nombreux analystes se tournent plutôt vers la question de l'immigration. Ils affirment que les électeurs réagissent à l'afflux continu de migrants en Europe, à la concurrence accrue pour les biens publics tels que les soins de santé, les transports et le logement, ainsi qu'à la perte d'une culture nationale homogène. Presque tous les partis d'extrême droite font de la réduction du nombre d'arrivées de migrants l'un de leurs principaux arguments. Et pourtant, cette explication est tout aussi insuffisante.

Tout d'abord, il convient de renverser l'analyse : la nouvelle, c'est que d'anciennes puissances coloniales aux opinions racistes profondément enracinées ont réussi, en l'espace de quelques décennies, à construire certaines des sociétés les plus ouvertes, multiculturelles et multiraciales de la planète, avec relativement peu de réactions négatives. Deuxièmement, les endroits où les migrants représentent une part vraiment importante de la population (des villes cosmopolites comme Londres, Paris et Milan, où jusqu'à 40 pour cent de la population est née à l'étranger) sont ceux où l'extrême droite obtient les moins bons résultats. Troisièmement, avec un taux de chômage proche de son niveau le plus bas, le discours selon lequel « les migrants volent les emplois » n'est plus d'actualité. Au contraire, face au déclin démographique, même les gouvernements de droite sont à l'écoute des demandes de l'industrie qui réclame davantage de visas de travail ([voir Giorgia Meloni](#)).

Économie, climat, immigration : chacune de ces trois explications contient une part de vérité. Et pourtant, aucune d'entre elles ne touche au cœur du problème. Pour comprendre les racines profondes de cette

résurgence de l'extrême droite européenne et en quoi celle-ci diffère des formes plus anciennes de populisme, nous devons changer notre langage.

Une Europe provincialisée

Seul le recul permet de comprendre la véritable signification d'une époque historique. Nous en sommes venus à interpréter 1989 comme le début d'une hégémonie sans précédent des États-Unis. Mais le philosophe japonais Kojin Karatani apporte un éclairage différent sur cette période. « La situation qui s'est développée depuis 1990 », écrit-il dans son livre *The Structure of World History*, « n'a pas été la création d'un « empire » américain, mais plutôt l'émergence de multiples empires ». La période de mondialisation néolibérale menée par l'Occident a permis au reste du monde d'émerger en tant qu'acteur économique, et donc politique, historique et, en fin de compte, civilisationnel. Le rejet de la mondialisation, apparu comme un phénomène dit populiste dans les années 2010, puis s'étant propagé pour conquérir le courant dominant dans les années 2020, est la concrétisation de l'objectif que s'était fixé l'Occident.

L'impact du colonialisme sur les colonisés a fait l'objet de recherches riches sur le plan académique, puissantes sur le plan politique et importantes sur le plan moral. S'il existe un domaine interdisciplinaire, c'est bien celui-ci, abordant autant les effets économiques et politiques que les questions de traumatisme, d'identité et de psychologie. Et pourtant, les effets cognitifs et politiques de l'affaiblissement de la domination occidentale sur l'esprit occidental sont peu étudiés. Comme l'a souligné Hannah Arendt, célèbre philosophe et analyste du fascisme européen, la projection impériale de l'Europe a servi à réconcilier les inégalités internes. En termes simples, les travailleurs français appauvris et les industriels décadents avaient une chose en commun : ils étaient français et ne venaient pas des colonies. Ils se considéraient comme supérieurs aux peuples que leur pays dominait. Même plus récemment, bien après la fin du colonialisme, un fossé psychologique insurmontable séparait le « premier » et le « tiers » monde. Un Européen, aussi pauvre soit-il, avait accès à des opportunités, des technologies et des libertés auxquelles peu d'autres régions du monde pouvaient prétendre. Le sentiment de privilège constituait un puissant outil de cohésion sociale. La réalité matérielle de ce privilège a fourni aux gouvernements suffisamment de richesses pour coopter la population grâce à l'augmentation des dépenses sociales. Cette double soupape de sécurité externe permettant d'apaiser les tensions internes a désormais disparu à jamais.

L'Europe est de plus en plus marginalisée et touchée par un déclin relatif par rapport au reste du monde. Qu'il s'agisse des investissements massifs nécessaires pour accompagner les transitions numérique et écologique, de la nécessité de définir une gestion humaine et efficace des flux migratoires, ou encore de la recherche d'un nouveau paradigme de sécurité alors que la guerre fait son retour sur le continent européen, il n'existe pas un seul acteur en Europe capable d'influencer le cours des événements sans être lui-même influencé par ceux-ci. Ce ne sont pas tant l'économie européenne actuelle, la transition climatique ou les flux migratoires qui posent problème en soi. C'est plutôt, de manière plus subtile, l'incapacité des petits États européens provincialisés à gérer ces phénomènes qui se traduit par un sentiment d'impuissance, de désorientation et de peur.

Dans un contexte d'urgence climatique et d'une nouvelle ère de conflits mondiaux, la nécessité pour l'Europe de s'unir politiquement est évidente. À l'ère des défis planétaires et de l'émergence de nouvelles superpuissances, les petits États-nations européens relativement impuissants sont particulièrement mal placés pour suivre une voie indépendante et donner à leurs citoyens un sentiment de sécurité et de stabilité. Les Européens découvrent pour la première fois ce que signifie être les objets et non les sujets de l'histoire.

Dans son essai de 1948 intitulé « Orphée noir », qui servait de préface à un recueil de poésie noire composé par Léopold Senghor, Jean-Paul Sartre a abordé de manière célèbre le « regard objectivant » qui finirait par provincialiser l'Europe en lui renvoyant le regard qu'elle portait sur le reste du monde. L'Europe connaîtrait enfin, selon Sartre, « le choc d'être vue ». C'est face au choc d'un monde qui voit l'Europe et la juge insignifiante que l'extrême droite peut brandir la fière « nation » comme son refuge. Alors que le nationalisme modéré des partis européens traditionnels s'est révélé incapable d'intégrer le continent et d'ériger un pouvoir public continental capable de répondre aux nombreuses préoccupations des Européens, l'extrême droite a pris le relais. Son nationalisme ethnique ouvert et agressif offre à tous ceux qui sont intimidés et désorientés par les problèmes de l'ère moderne un refuge familier : la nation ethnique.

La nation devient le foyer commun où la cohésion, l'unité, la familiarité et le sentiment d'avoir un objectif commun peuvent être rétablis. Le nationalisme contemporain européen n'est pas le nationalisme expansionniste et juvénile du fascisme du XXe siècle. C'est le nationalisme des provincialisés, des déclassés et des épuisés. Si les migrants et les minorités sont la cible privilégiée de l'extrême droite, c'est uniquement parce que celle-ci applique la vieille stratégie consistant à construire une communauté en identifiant ceux qui n'en font pas partie. Se définir comme non-migrant, non-homosexuel ou non-libéral forge un sentiment d'unité civilisationnelle, une identité.

Si l'immigration est un phénomène aussi controversé et omniprésent, c'est précisément parce que l'hybridation culturelle de nos sociétés, indépendamment des considérations matérielles, nous fait prendre conscience d'un monde qui n'a plus de sens pour nous. Le migrant devient l'incarnation littérale de notre désorientation : le corps du migrant nous crie notre perte de familiarité avec le monde. La création d'un ennemi extérieur vient compléter cette stratégie ; cet ennemi est généralement les « élites libérales » ou « l'Union européenne », qui souhaitent s'immiscer dans les affaires nationales et imposer leurs propres méthodes (universalistes) aux populations nationales.

Un phénomène mondial

En lisant cela depuis l'extérieur de l'Europe, et en particulier depuis les pays qui ont subi le colonialisme européen, on peut comprendre que certains éprouvent une certaine « Schadenfreude », ce sentiment de plaisir que l'on ressent lorsque quelque chose de mauvais arrive à quelqu'un. Cependant, avant de célébrer cela comme un exemple de justice postcoloniale, nous devons être conscients que les grandes transformations technologiques, sociales et géopolitiques actuelles entraînent une montée des attitudes ethnonationalistes partout dans le monde.

Prenons pour exemple les réflexions du philosophe chinois contemporain Zhao Tingyang sur l'état du monde. L'un de ses textes les plus connus, Tianxia, publié en Chine en 2016, met en évidence la provincialisation de toutes les formes politiques, qu'elles soient celles d'un Occident en déclin ou d'un Orient en plein essor. La finance mondiale et les technologies de l'information tissent leur toile à travers le monde, en prenant pas à pas les États en otage et en les manipulant. Selon lui, il s'agit là des nouvelles puissances autoritaires en formation. Zhao décrit l'émergence d'un monde qui devient indépendant du monde : un réseau de forces, de structures et de flux qui échappe au contrôle de tout pouvoir politique nationalisé, laissant les citoyens avec un sentiment d'impuissance. La crise climatique est sans doute le meilleur exemple de cette tendance, qui suscite des sentiments d'anxiété, de dépression et de déni. Dans les pays du Sud, les attentes déçues en matière de croissance économique, exacerbées par l'explosion des inégalités, jouent un rôle similaire.

Alors que Zhao défend la nécessité d'imaginer de nouvelles formes de pratiques cosmopolites, les

nationalistes affirment au contraire que le retour à sa propre culture, ou son exaltation, sont la clé pour reprendre le contrôle. Dans le monde postcolonial, cet argument est aussi omniprésent que convaincant. Comme le soutient le nationaliste chinois Zhang Weiwei, les puissances telles que la Chine, la Russie et l'Inde « constituent des civilisations uniques lassées de voir l'Occident leur imposer ses valeurs au nom de l'universalité ». Maintenant que les anciens pays colonisés ont réussi à limiter l'emprise occidentale, ceux-ci sont libres de profiter du fruit précieux de la liberté : façonner leur propre vision du monde en se référant à leur propre tradition.

Alors que l'Occident défensif considère les migrants comme l'incarnation d'un monde en plein chaos, restreignant leurs mouvements comme un simulacre de contrôle, le Sud dit « global » a recours à un discours empreint de fierté et d'indépendance pour imiter ce même sentiment de contrôle sur un monde chaotique. Et lorsque la rhétorique ne suffit pas à masquer les divisions internes et les aspirations économiques trahies, les actes suivent : qu'il s'agisse d'intimidation en mer de Chine, d'ingérence néo-ottomane ou d'agression militaire directe de la part d'une Russie appauvrie et kleptocratique.

Les nationalistes chinois, indiens ou européens s'accordent finalement à dire que chaque identité culturelle doit disposer de son propre territoire pour s'épanouir. En ce sens, l'extrême droite européenne s'inscrit parfaitement dans la redécouverte de la spécificité civilisationnelle qui accompagne le passage à un monde multipolaire. Les nationalistes européens reconnaissent que leurs pays sont devenus une civilisation parmi tant d'autres, et ils saisissent l'occasion de construire une communauté nationale culturellement homogène, étroitement contrôlée et provincialisée.

Comme le souligne le critique d'art allemand Boris Groys, « aujourd'hui, la Nouvelle Droite utilise le langage de la politique identitaire développé par la Nouvelle Gauche dans les années 1960-1980. À cette époque, la défense des cultures originales était dirigée contre l'impérialisme occidental et le colonialisme [...] Cette critique était compréhensible et légitime, même si elle était partielle. Mais à notre époque, cette critique a changé d'orientation politique et de pertinence culturelle ». On peut pardonner à quelqu'un de soutenir l'idée d'un monde pluriel fondé sur la diversité des cultures, mais ce concept émane du philosophe réactionnaire Alain de Benoist, membre fondateur du Groupe de recherche et d'étude sur la civilisation européenne (GRECE), un think tank nationaliste de droite.

C'est l'aspiration à un monde composé de tribus ethniquement et culturellement pures et fermées sur elles-mêmes. C'est là que réside l'origine de l'affinité sentimentale qui unit les nationalistes européens aux discours nationalistes des puissances émergentes non occidentales. Tous tentent de retrouver une identité supposée homogène ; tous appellent à la reconstruction d'une culture originelle contenue dans un territoire délimité par des frontières et revêtant une signification particulière pour les habitants « authentiques » ; et aucune force extérieure n'a de justification morale pour s'immiscer dans cette unité civilisationnelle, qu'il s'agisse des droits humains universels dans le monde postcolonial ou des principes de l'État de droit de l'Union européenne en Hongrie.

Interdépendance radicale

La montée en puissance d'une extrême droite provincialisée et ethnonationaliste en Europe est révélatrice d'un malaise beaucoup plus général et d'une transformation structurelle dans l'organisation du monde. Pour paraphraser Walter Benjamin, derrière chaque fascisme actuel se cache une cosmopolitique défailante. La division de l'humanité en tribus nationales et la disparition des institutions internationales sans aucune planification sérieuse pour leur refonte et leur expansion empêchent la politique, et donc les sociétés, d'envisager l'avenir avec confiance. Il en résulte un retour à la nation homogène partout dans le monde.

En fin de compte, le combat à mener consistera à proposer une articulation progressiste (et non régressive), humaniste (et non nationaliste) du monde multipolaire qui est en train de voir le jour. Un monde dans lequel un passé impérialiste et unipolaire ne se transforme pas en une multiplication des nationalismes et des identités civilisationnelles séparées, mais mûrit en une civilisation aux objectifs communs qui unit l'humanité, lui permettant ainsi de relever les grands défis planétaires du XXI^e siècle.

L'Union européenne, avec son aspiration à aller au-delà des tribus nationales et à unir les peuples au-delà des frontières, était censée être à la fois un phare et une métaphore pour un tel mouvement. L'Europe aurait pu devenir (et peut encore devenir) un laboratoire pour un nouveau type de politique planétaire. Mais pour y parvenir, elle doit enfin trouver le courage et l'ambition de s'unir de manière significative. Il ne s'agit pas, comme le dit Mario Draghi, d'une simple question d'intérêt économique. Il s'agit d'une question beaucoup plus profonde, celle de savoir si nous allons entrer dans une nouvelle ère de l'histoire humaine ou succomber au triomphe mondial de l'ethnonationalisme.

Le mouvement écologique reconnaît depuis longtemps l'interdépendance radicale entre l'humanité et la nature, ainsi qu'entre les êtres humains. Cette interdépendance est désormais évidente, tout comme les effets dramatiques de notre incapacité à la négocier. Alors que nous sommes confrontés à l'urgence d'imaginer de nouvelles formes politiques ambitieuses mais pragmatiques pour notre monde, l'écologie politique peut nous rappeler comment s'attaquer aux causes profondes de la montée de l'extrême droite. Cela impliquerait de construire une humanité future qui garantisse une cohabitation pacifique avec la planète et entre les êtres humains, où qu'ils se trouvent.

This translation was commissioned thanks to the support of the Heinrich-Böll-Stiftung.



Lorenzo Marsili is the director of the Berggruen Institute Europe, and an activist philosopher and writer. Also the founder of the transnational political NGO European Alternatives and the cultural institution Fondazione Studio Rizoma, his research and political work focus on defining and promoting futures beyond the nation-state. He holds degrees in philosophy and sinology from the University of London, and his books include *Citizens of Nowhere* (2018) and *Planetary Politics* (2020).

Published February 4, 2026

Article in French

Translation available in English, Italian

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/lethnonationalisme-dans-un-monde-multipolaire/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.